

## DECISION DU PRESIDENT

Objet : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction des autorisations d'application du droit des sols

**Le Président de la Communauté de Communes du TERNOIS**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-10

Vu le Code de la Commande Publique en particulier les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique concernant la procédure adaptée.

Vu les crédits inscrits au Budget 2023

Vu la Délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents, et de prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget

Considérant l'avis d'appel à concurrence transmis au BOAMP et mis en ligne sur la plateforme de dématérialisation le 10/10/2023 (CdG596280).

Considérant la date de remise des offres fixée au 10/11/2023 à 12h00.

Considérant le rapport d'analyse des offres et des candidatures effectué en prenant en compte les critères de sélection des candidatures et de jugement des offres indiqués au règlement de consultation du dit marché.

Considérant l'offre économique la plus avantageuse

### DECIDE

**Article 1** : de conclure et signer le marché relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'instruction des autorisations d'application du droit des sols avec URBADS 85 Espace Neptune 62110 HENIN BEAUMONT pour un montant annuel de 68000.00 € HT

**Article 2** : Madame la Directrice Générale des Services et le Trésorier payeur de la Collectivité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 3** : Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du CGCT, la présente décision fera l'objet d'une information lors d'un prochain Conseil Communautaire et figurera au registre des décisions de la Collectivité

Fait à Herlin le Sec, le 14 Décembre 2023

Le Président,  
  
Marc BRIDOUX

*Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit : - à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ; - deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*